Citoyens grecs et irlandais, refusez l'austérité

mercredi 13 juin 2012, par [COUTROT Thomas](#), [FLACHER David](#), [KHALFA Pierre](#), [LEBRUN Catherine](#), [MILLET Damien](#), [ROUSSEAU Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2012).

Si vous refusez l'austérité, nous vous excluerons de l'euro. Tel est le message que les dirigeants européens, de José Manuel Barroso (« *si un pays ne respecte pas les règles, mieux vaut qu'il parte* ») à Angela Merkel en passant par Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne et –dans quels termes méprisants !– Christine Lagarde, directrice du FMI, adressent ouvertement depuis quelques jours aux peuples irlandais et grecs qui vont voter respectivement le 31 mai et le 17 juin prochains. Plus surprenant, le tout nouveau ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, déclarait récemment lui aussi à destination de « *nos amis grecs* » qu'« *on ne peut pas à la fois vouloir rester dans l'euro et ne faire aucun effort* ».

Peut-on sérieusement reprocher aux Grecs et aux Irlandais de ne vouloir faire « aucun effort » alors qu'on sait les ravages provoqués par la crise financière puis les politiques d'austérité dans ces pays ? S'ils refusaient ces politiques en votant « non » au Pacte budgétaire lors du référendum prévu le 31 mai ou en élisant le 17 juin une majorité de gauche hostile au « mémorandum », les peuples irlandais et grec ne diraient aucunement non à l'euro. Leur vote affirmerait, tout au contraire et avec une grande lucidité, que ce sont ces fameuses « règles » de la zone euro qui ont mené à l'impasse actuelle et qu'il faut changer de toute urgence. En exigeant une refonte de l'euro, les peuples irlandais et grecs rendraient un immense service à toute l'Europe, engluée dans l'obstination suicidaire de ses dirigeants.

Car quelles sont donc ces fameuses « règles » qu'il importerait de respecter à tout prix pour rester dans l'euro ? La liberté totale de circulation des capitaux et la concurrence fiscale entre États européens, qui ont asséché les recettes des États et gonflé les dettes publiques, alors même que les dépenses publiques étaient contenues ? La dérégulation des marchés financiers, qui a abouti à la crise de 2007-2008 et à l'explosion des déficits ? L'interdiction de financer les déficits publics des États par la Banque centrale européenne et donc l'obligation d'emprunter aux banques privées à des taux parfois prohibitifs ? Le plafonnement du budget européen à 1 % du PIB, qui empêche des politiques fortes de solidarité et de convergence vers le haut ? L'obligation de réduire sans cesse les dépenses et les protections sociales, notamment en termes de santé et de retraite, de flexibiliser les marchés du travail, de précariser l'emploi, de mener ces fameuses « réformes structurelles » censées rassurer les marchés ? Le respect d'un pacte budgétaire absurde qui obligerait à une politique d'austérité permanente pour atteindre un équilibre budgétaire qui enlèverait toute marge de manœuvre aux politiques publiques ?

Un audit des dettes publiques européennes, tel ceux initiés au plan national par des groupes de la société civile en Irlande, en Grèce et en France, montrerait la véritable origine de ces dettes. Ainsi l'Irlande n'a connu aucun déficit budgétaire avant la crise. Ses déficits actuels viennent du choix, imposé par l'Union européenne et accepté par la classe politique irlandaise, de faire payer par les contribuables les pertes colossales des banques privées, emportées dans la tourmente financière de 2008 du fait de leurs politiques spéculatives hasardeuses. Quant à la Grèce, désignée comme le bouc émissaire de la crise européenne, elle a pour principal tort d'être l'économie la plus fragile de la zone euro, la moins susceptible de résister à la politique agressive d'hypercompétitivité déployée par

l'Allemagne depuis le début des années 2000. Celle-ci, qui bénéficiait traditionnellement d'un avantage concurrentiel grâce à la qualité de ses productions, a gravement déséquilibré toute la zone euro en y rajoutant une politique de déflation salariale et en utilisant sans retenue la main d'œuvre peu chère des anciens pays de l'Est. Les déficits budgétaires grecs, mais aussi portugais, italiens, espagnols et français, résultent largement des déséquilibres provoqués par les énormes excédents commerciaux de l'Allemagne.

C'est pourquoi, même si les élites grecques -mais aussi irlandaises- ont leur part spécifique de responsabilité dans la crise actuelle, l'exclusion de la Grèce -ou de l'Irlande- de la zone euro ne ferait qu'enclencher une dynamique irréversible de désagrégation. Les dirigeants européens, obstinés, responsables de l'impasse actuelle, devraient s'abstenir de tout chantage à l'encontre des électeurs grecs et irlandais dont le vote pourrait ouvrir des perspectives nouvelles. Les citoyens européens soucieux de démocratie, des droits sociaux et d'une construction européenne refondée, sont nombreux à proclamer : « *Allez la Grèce, allez l'Irlande, faites-le pour nous tous : dites non à l'austérité, oui à la souveraineté démocratique !* ».

Thomas Coutrot (Attac), David Flacher (Utopia), Pierre Khalfa (Fondation Copernic), Catherine Lebrun (Solidaires), Damien Millet (CADTM), Michel Rousseau (Marches européennes contre le chômage), membres du Collectif national d'audit citoyen de la dette publique (audit-citoyen.org)

31 mai 2012

P.-S.

* Tribune publiée sur Mediapart :

<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/300512/citoyens-grecs-et-irlandais-refusez-lausterite>